

69680

Distr.:
LIMITEE

ECA/NRD/MES/8/91
Juillet 1991

ORIGINAL: FRANÇAIS

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

ASSISTANCE A L'E.G.L. (ORGANISME SPECIALISE DE LA CEPGL EN MATIERE D'ENERGIE)
SUR LA FORMULATION DES POLITIQUES ET DES STRATEGIES ENERGETIQUES

MISSION CONSULTATIVE AUPRES DE L'E.G.L.: 16 AVRIL-1 MAI 1991

I. CO-OPERATION AVEC L'E.G.L.

1. But de la mission

La mission fait suite à une demande d'assistance technique, matérielle et financière adressé à la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (C.E.A.) par le Directeur Général de l'E.G.L. (Organisation de la CEPGL pour l'Energie des Pays des Grands Lacs) en juin 1990. Elle avait pour but principal de préciser avec les responsables de l'E.G.L.; les priorités retenues et la nature de l'assistance que la CEA pourrait raisonnablement dispenser.

2. Priorités retenues

A l'issue des entretiens préliminaires avec la Direction de l'EGL et après avoir pris connaissances de la stratégie à long terme d'approvisionnement en énergie de la région des Grands Lacs, il ressort que:

2.1 Le sous-secteur de l'énergie électrique est relativement bien maîtrisé. En effet, l'E.G.L. a mis en place la Centrale hydro-électrique RUZIZI II et l'interconnexion des réseaux électriques, de la sous-région. Les études menées actuellement sont avancées quant en ce qui concerne le développement en commun du potentiel hydroélectrique de la RUZIZI et l'interconnexion régionale.

2.2 Le sous-secteur de l'approvisionnement en produits pétroliers a retenu l'attention de la dernière Assemblée Générale (Kinshasa, 19-22 septembre 1990) et est devenu de ce fait la priorité des priorités dans le programme de travail de l'E.G.L. Il a été dès lors convenu que l'assistance de la CEA à l'EGL soit concentrée sur:

- i) l'identification d'un scénario de mise en oeuvre d'une stratégie d'importation de produits pétroliers aux moindres coûts pour la sous-région;
- ii) la préparation d'un document de projet (PRODOC) à soumettre à des bailleurs de fonds potentiels pour financer les actions préliminaires de la mise en oeuvre de cette stratégie.

3. Stratégie proposée dans le domaine de l'approvisionnement pétrolier

Actuellement, malgré la prise de participation des opérateurs économiques dans le secteur pétrolier et les changements d'appellation de certaines sociétés distributrices, les principaux fournisseurs des pays de la sous-région demeurent les filiales des multinationales basées à Mombasa/Nairobi et/ou à Dar-es-Salaam.

du secteur en vue d'un regroupement des commandes et du transport en commun des produits pétroliers destinés à la sous-région.

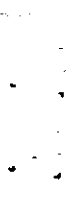
L'approche envisagée serait de créer un environnement favorable permettant d'amener les opérateurs économiques du secteur pétrolier à unir leurs efforts pour un approvisionnement de la sous-région aux moindres coûts; pour cela il faudrait:

- 3.1 Mener des investigations, des contacts et des négociations nécessaires tendant à favoriser un meilleur approvisionnement compte tenu des contraintes actuelles au niveau de l'approvisionnement de la sous-région en produits pétroliers;
- 3.2 Faire prendre conscience aux opérateurs économiques dans le secteur qu'ils ont intérêts à se regrouper afin de contourner certaines contraintes qu'ils rencontrent dans leurs opérations courantes, c'est-à-dire formalités administratives et bancaires trop longues, facilitation des voies de communication et de transit;
- 3.3 Organiser des séminaires nationaux de sensibilisation des décideurs, des opérateurs économiques et des institutions chargées de l'octroi des licences d'importation, de négociations et du suivi de l'application des accords de transit et de transport;
- 3.4 Amener les différentes associations nationales des opérateurs économiques dans le secteur pétrolier à envisager le regroupement de leurs commandes et du transport en commun des produits; la distribution aux sociétés de marketing se faisant suivant leur part de marché;
- 3.5 Mettre en place, une formule/des mécanismes de compensation entre les banques centrales des pays participants en vue de faire face à des défaillances éventuelles de l'un ou l'autre participant; ceci pourrait se faire au travers d'un crédit qui serait négocié en commun auprès d'une institution financière internationale telle que la Banque Africaine de développement ou la Banque Mondiale.

Pour que l'E.G.L. puisse jouer son rôle d'animateur dans la mise en place de ce système d'approvisionnement en produits pétroliers de la sous-région, il faudrait qu'elle soit elle-même suffisamment informée sur les sources d'approvisionnement, les conditions et les opportunités du transport maritime jusqu'aux ports maritimes de transit, les conditions et les possibilités de stockage des produits dans ces ports maritimes, les conditions et les possibilités de transport ferroviaire jusqu'à KIGOMA, ISAKA, KAMPALA, MPULUNGU, les possibilités de transport lacustre et routier, etc... C'est la raison pour laquelle il est recommandé que l'E.G.L. effectue une mission d'information dans les ports et pays de transit et prenne un abonnement auprès des revues spécialisées telles que le Platt'Oil Gram News, Petroleum Intelligence Weekly ou Pétrostratégies.

4. Stratégie adoptée dans le sous-secteur de l'énergie électrique

La coopération régionale dans le domaine de l'énergie et spécialement dans l'échange d'énergie électrique entre les trois pays est devenue une réalité depuis un assez nombre d'années.



Handwritten notes and scribbles at the bottom of the page, including the word "Faint" and other illegible markings.

L'interconnexion des réseaux électriques des trois pays, limitée à la Région du Kivu au Zaïre est effective à partir de Ruzizi I (appartenant à la SNEL depuis le début des années 1960) et de Ruzizi II (Co-propriété des trois pays depuis juillet 1989).

L'E.G.L. et la Banque Mondiale estiment que la meilleure option pour l'approvisionnement en énergie électrique de la sous-région serait de développer l'important potentiel hydroélectrique de la rivière Ruzizi constituant la frontière entre le Zaïre et le Rwanda et le Burundi. C'est la raison pour laquelle l'E.G.L. a entrepris une étude sur le potentiel de cette rivière jusqu'à un degré de précision comparable à celui des rivières se situant à l'intérieur des frontières nationales. Le site du prochain aménagement sur la Ruzizi aurait été identifié et la Direction de SINELAC (Société Internationale d'Electricité des Pays des Grands Lacs) devait le visiter le 2 mai 1991.

5. Stratégie adoptée dans le domaine des autres formes d'énergie

Un des résultats de l'étude sur la restructuration de l'E.G.L. (menée dans le cadre du programme PNUD/Banque Mondiale d'assistance à la gestion de l'énergie - 1989) est d'avoir regroupé les départements de l'institution suivant les secteurs importants d'activités et non suivant les différentes formes d'énergie. C'est ainsi qu'une place prépondérante a été accordée à la constitution d'une "Banque Communautaire de Données Energétiques" utilisant un matériel informatique. Le travail le plus avancé dans le domaine est la mise à jour régulière des statistiques de production, de consommation et d'échanges d'énergie électrique.

6. Actions de suivi de la mission

Il a été convenu avec les responsables de l'E.G.L. que la CEA/Division des Ressources Naturelles prépare un dossier/document de projet à soumettre aux sources potentielles de financement d'une partie du programme proposé via TACOO (Bureau d'Assistance à la Coopération Technique). Ce financement porterait sur:

- i) Le coût de la mission d'information de deux responsables de l'E.G.L. dans les pays et ports de transit;
- ii) L'organisation d'un séminaire régional sur la coopération dans l'approvisionnement en produits pétroliers regroupant les opérateurs économiques et les décideurs en provenance des pays de la CEPGL, des pays de transit et d'autres institutions telles que la BAD, la CNUCED, la Banque Mondiale, la CEA, la BEI, etc.

II. -VISITE DE LA SINELAC

1. But de la mission

La visite avait pour but de nous rendre compte de l'état de fonctionnement des installations de la centrale hydroélectrique régionale RUZIZI II et d'avoir une idée sur la politique et la structure tarifaires suivies par la Société ainsi que sur les modalités de partage et les moyens de transport de l'électricité produite par la centrale au niveau des trois pays.

2. Déroulement de la visite

2.1 Siège de la SINELAC

La mission a eu un entretien avec la Direction de la Sinelac sur le fonctionnement de la Société, la politique suivie en matière de tarification de l'énergie produite et la programmation des investissements pour le troisième groupe de la centrale. Une documentation a été remise à cet effet à la mission, notamment sur les négociations engagées entre la SINELAC et la Banque Mondiale sur les tarifs à appliquer pendant les premières années de vie du projet et sur les courbes de charges mensuelles aux cours des deux dernières années.

2.2 Poste de dispatching de MURURU II

Le poste de MURURU II est constituée d'une arrivée en provenance de RUZIZI II et des départs vers le Burundi (poste de Bubanza), vers le Rwanda (poste Mururu I et Karongi) et vers le Zaïre (poste Ruzizi I). Le poste sert également de transit en cas d'exportation d'énergie électrique en provenance de l'une ou l'autre des sociétés nationales d'électricité vers un autre pays en difficultés.

Actuellement le Rwanda (Electrogaz) prélève le plus gros de la production de Ruzizi II (plus de 70 %) alors que le Zaïre dispose encore de surplus de production de Ruzizi I. La production nette de la centrale (déduction faite de la consommation des services auxiliaires) était de 127,84 GWh et la puissance instantanée (2 groupes en service) totalisant 30 MW).

2.3. Centrale Ruzizi II

La centrale hydroélectrique Ruzizi II, située en aval de la centrale Ruzizi I à environ 16 km, est actuellement équipée de deux groupes turbo-alternateurs d'une puissance unitaire de 15 MW (initialement dimensionnée pour 13,3 MW). Dans le bâtiment de la centrale, l'emplacement d'un troisième groupe a été prévu et les négociations sont en cours pour trouver son financement. Au cours des discussions avec la Direction de SINELAC, il a été suggéré d'envisager l'installation de la turbine de réserve livrée avec les deux premiers groupes en attendant que les négociations aboutissent (le financement recherché est d'environ 10 millions de DTS). Une autre particularité de la centrale est qu'elle ne dispose pas pour le moment d'un groupe diesel de secours pour alimenter les auxiliaires et faciliter le redémarrage des turbines en cas d'arrêt de celles-ci, cependant une ligne de 15KW relie Ruzizi I à Ruzizi II.

3. Politique tarifaire et modalités de partage de l'énergie produite

3.1 Politique tarifaire

Le système tarifaire adopté par la SINELAC pour l'énergie électrique vendue aux Sociétés Nationales d'Electricité est composé d'un barème et d'une redevance fixe. La redevance fixe est un montant forfaitaire déterminé pour une période et donnant droit à une quantité fixe de base (généralement basée sur le productible garanti) à charge des Sociétés Nationales d'Electricité quelles que soient les quantités d'énergie électrique effectivement prélevées pendant

la période. Le barème fixe les prix unitaires du kilowatt heure (kWh) s'appliquant à l'énergie livrée en plus de la quantité fixe de base dont il est question ci-dessus.

La redevance fixe pour l'exercice 1989 était de 572.907 DTS soit 190 969 DTS par Société et le barème était fixé à 25 DTS/MWh (25.000 DTS/GWh). Ce tarif n'a pas été jugé acceptable par la Banque mondiale et un compromis a été trouvé en augmentant ce tarif graduellement jusqu'à atteindre le coût marginal à long terme. Le conseil d'Administration a accepté de relever le tarif de 28.5 DTS/MWh en 1990 à 40 DTS/MWh en 1991.

3.2 Modalités de partage de l'énergie produite

Comme cela a été dit ci-dessus, la redevance fixe que chaque Société Nationale d'Electricité doit acquitter lui donne droit à un tiers de l'énergie garantie. Toutefois, une société, peut prélever plus d'énergie que d'autres selon ses besoins et si sa propre production est insuffisante. C'est le cas notamment d'Electrogaz (Rwanda) qui prélève actuellement plus de 70 % de la production de Ruzizi II.

A la fin de l'exercice budgétaire, des mécanismes de compensation sont mis en oeuvre pour une société qui n'a pas consommé toute la quantité d'énergie à laquelle elle avait droit.

III CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1. La mission auprès de l'E.G.L a permis d'identifier les domaines où une collaboration/coopération entre la CEA/Division des Ressources Naturelles et l'E.G.L était envisageable; il s'agit de :

- i) Echange d'information et de données énergétiques;
- ii) assistance dans la recherche de financement des actions préliminaires à la mise en oeuvre d'une stratégie d'approvisionnement en produits pétroliers aux moindres coûts pour la sous-région;
- iii) participation à des réunions ad hoc d'experts en énergie.

2. L'E.G.L. a mis en place une Banque Communautaire de Données Energétiques et a pu fournir aux trois Administrations un équipement informatique approprié. Il a été convenu que l'E.G.L. pourrait envoyer régulièrement les données énergétiques concernant la sous-région sur diskettes.

3. Le secteur pétrolier a retenu l'attention de la dernière Assemblée Générale de l'E.G.L. et celle-ci a été priée d'étudier une stratégie visant l'approvisionnement de la sous-région aux moindres coûts. La mission a suggéré qu'une première étape serait de sensibiliser les opérateurs économiques du secteur sur l'intérêt de se regrouper en association en vue de contourner certaines difficultés d'ordre administratif et bancaire. Ultérieurement, un séminaire régional (y compris les représentants des pays de transit) pourrait être organisé pour débattre des modalités pratiques de la mise en oeuvre de la stratégie proposée. La CEA/Division des Ressources Naturelles préparera un document de projet (PRODOC) à soumettre à TACOO pour la recherche de financement d'un consultant qui visiterait les

sur l'intérêt de se regrouper en association en vue de contourner certaines difficultés d'ordre administratif et bancaire. Ultérieurement, un séminaire régional (y compris les représentants des pays de transit) pourrait être organisé pour débattre des modalités pratiques de la mise en oeuvre de la stratégie proposée. La CEA/Division des Ressources Naturelles préparera un document de projet (PRODOC) à soumettre à TACOO pour la recherche de financement d'un consultant qui visiterait les pays et ports de transit, recollecterait les données sur les facilités de stockage, de transport, et de transit, et animerait ensuite le séminaire régional envisagé.

4. L'E.G.L. pourrait participer à la réunion ad hoc d'experts envisagée au courant de l'exercice biennal 1992-1993.

5. La Direction de SINELAC a émis le souhait d'être informée sur les activités de la CEA/Division des Ressources Naturelles, spécialement en ce qui concerne les études et publications techniques relatives au secteur de l'énergie électrique. La mission a suggéré à la Direction de SINELAC d'adhérer à l'UPDEA (Union des Producteurs et Distributeurs de l'Energie Electrique en Afrique) le plus rapidement possible étant donné les possibilités de formation et d'information que l'institution peut offrir à ses membres.

Annexe 1

1. PERSONNES RENCONTREES

Burundi

1. S.E. Dr. BANGURAMBONA Bonaventure, Ministre de l'Energie et des Mines
2. Mr. NDAYIZEYE Audace, Directeur Général de l'Energie,
Ministère de l'Energie et des Mines

E.G.L.

1. Mr. SIMANGA Ngovi-Ngulu, Directeur Général
2. Mr. KIZOZO Mushimbi, Expert en énergies renouvelables.

SINELAC

1. Mr. NYONI Bonaventure, Directeur Général
2. Mr. BADIATA Meeh, Directeur Administratif et Financier
3. Mr. MBESHERUBUSA Deogratias, Directeur Technique
4. Mr. NIYONGABO Cyprien, Chef de Poste Mururu II

II DOCUMENTATION COLLECTEE

1. Actualisation de la Politique Energétique du Burundi-décembre 1990
2. Synthèse de la problématique tarifaire de SINELAC
3. Termes de référence de l'étude préliminaire de l'aménagement de la Ruzizi-Plan
Directeur régional de développement de l'énergie électrique-juin 1988
4. Termes de référence généraux d'une étude de la stratégie pour l'approvisionnement de
la CEPGL en produits pétroliers, février 1991.
5. Termes de référence généraux d'une étude de développement des sources
d'approvisionnement énergétique de la CEPGL-février 1991.
6. Synthèse des activités énergétiques de l'E.G.L-mars 1991.
7. Bilans énergétiques 1989 (Burundi, Rwanda, Zaïre) et bilan intégré de la Région des
Grands Lacs.
8. Statistiques de production et de consommation d'électricité de Ruzizi II pour 1990.
9. Procès Verbal de la IVème Réunion Extraordinaire du Conseil d'Administration de
SINELAC.
10. Procès Verbal de la IIème Assemblée Générale Extraordinaire de SINELAC.

Annexe 2

TERMES DE REFERENCE D'UNE ETUDE SUR LA STRATEGIE D'APPROVISIONNEMENT PETROLIER DE LA SOUS-REGION DES GRANDS LACS

I. GENERALITES

1. La CEPGL (Communauté Economique des Pays des Grands Lacs) regroupe trois pays de l'Afrique Centrale, à savoir: le Burundi, le Rwanda et le Zaïre. Si l'Ouest du Zaïre jouit d'un approvisionnement relativement régulier en produits pétroliers aux moindres coûts à partir du port de Matadi et de l'oléoduc reliant les dépôts d'Ango Ango à Kinshasa, il n'en est pas de même de la Région Est du pays (KIVU). Cette Région est approvisionnée à partir du Kenya par camions-citernes transitant par l'Ouganda et le Rwanda. Le Rwanda et le Burundi disposent pour leur part de deux principales voies d'acheminement, à savoir: le Corridor Nord via le Kenya et l'Ouganda et le Corridor Central à travers la Tanzanie.
2. Les rapports des Programmes conjoints PNUD-Banque Mondiale d'évaluation du secteur de l'énergie (PESE) et d'assistance à la gestion du secteur de l'énergie (PAGE) ont recommandé à ces deux derniers pays d'étudier les possibilités d'acheter les produits pétroliers sur le marché international et de les faire transiter par la Tanzanie. A cet effet, certaines actions concrètes ont été menées, notamment la construction de dépôts en douanes à Isaka (Tanzanie) pour le Rwanda et l'exploitation des dépôts pétroliers de Gitega (20.000 m³) par des opérateurs économiques privés en franchise de douanes.
3. Le rapport d'évaluation de l'EGL (Organisme Spécialisé de la CEPGL pour les questions énergétiques) par la Banque Mondiale faisait état du peu d'efforts consacrés par cette institution au problème fondamental du coût et de la fiabilité des approvisionnements en produits pétroliers sur le plan régional. C'est corriger cette anomalie que la dernière Assemblée Générale (composée des Ministres de l'énergie des trois pays) a donné mandat à l'EGL d'étudier et de proposer une stratégie d'approvisionnement de la sous-région en produits pétroliers dans les meilleures conditions possibles.
4. Les quantités consommées dans la sous-région sont relativement peu importantes (environ 900.000 tonnes par an pour l'ensemble des pays membres de la CEPGL et la demande du Zaïre seul étant estimée à environ 750.000 tonnes par an) et ne permettent pas à chacun des petits pays pris isolément une grande marge de manoeuvre. Comme la Région Est du Zaïre s'approvisionne pratiquement auprès des mêmes sources que le Rwanda et le Burundi

et ceci pour des quantités comparables, une stratégie basée sur un regroupement des commandes et une harmonisation des procédures est à étudier et à mettre en place.

5. Cette dernière proposition suppose la mise en place préalable des mécanismes de coordination des commandes, du transport et de la distribution des produits pétroliers avec des mesures d'accompagnement en ce qui concerne les compensations éventuelles entre partenaires.
6. Les gouvernements des trois pays devraient s'engager à avaliser les opérateurs économiques du secteur pétrolier, une fois qu'ils se sont mis d'accord pour adopter cette stratégie, pour la recherche des lignes de crédits auprès des banques locales. De même, il revient aux gouvernements des trois pays de négocier les accords de transit avec les pays que les produits importés auront à traverser, notamment le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie.

II. NATURE ET PORTEE DES PRESTATIONS

7. L'étude proposée sur la stratégie à adopter pour l'approvisionnement en produits pétroliers de la sous-région des Grands Lacs comportera les principales étapes suivantes:
 - a) identification des problèmes affectant l'approvisionnement actuel de la sous-région en produits pétroliers;
 - b) proposition d'une approche réaliste et réalisable pour apporter une solution à ces problèmes en vue d'un meilleur approvisionnement;
 - c) estimation de l'évolution de la demande à court et moyen termes en produits pétroliers sur base de la tendance actuelle;
 - d) revue des actions et mesures susceptibles de générer une réduction de cette demande en produits pétroliers;
 - e) présentation d'une synthèse de la stratégie proposée pour l'approvisionnement fiable et aux moindres coûts de la sous-région en produits pétroliers

Etape a): identification des problèmes affectant l'approvisionnement actuel en produits pétroliers

8. La première étape de l'étude consistera à identifier les contraintes qui entravent un approvisionnement fiable et aux moindres coûts dans chacun des trois pays membres de la CEPGL. Cet exercice portera sur: i) les sources et conditions des approvisionnements; ii) les voies d'acheminement et moyens de transport utilisés; iii) les facilités de transit et les con-

traintes douanières dans les pays de passage; iv) les infrastructures de stockage et les conditions de leur utilisation par les différentes sociétés pétrolières; v) les éléments de la structure des prix et l'autorité responsable de leur fixation; vi) les procédures d'octroi des licences d'importation et les formalités administratives y relatives; et enfin, vii) les procédures de passation des commandes par les sociétés importatrices une fois les formalités d'octroi de licences terminées.

Etape b): proposition d'une approche réaliste et réalisable pour apporter une solution à ces problèmes

9. Sur base du diagnostic réalisé lors de l'étape précédente, il faudrait proposer: i) les sources d'approvisionnement les plus intéressantes au niveau du prix et du transport maritime selon les quotations du Platt's Oilgram News (Golfe Persique ou Singapour); ii) le type de contrat le plus approprié compte tenu des faibles quantités à fournir; iii) la nature des accords à négocier avec les pays de transit pour le stockage des produits avant leur acheminement vers leur destination finale; iv) les accords sur les conditions et moyens d'acheminement des produits; v) les procédures de passation des commandes les plus appropriées; vi) les modifications à apporter à la structure des prix de façon à la rendre plus souple et plus transparente; vii) les relations devant exister entre les sociétés pétrolières et les administrations responsables du secteur.
10. Pour cela, une visite des ports et pays de transit s'impose afin de discuter avec les différentes institutions concernées des conditions d'octroi de facilités de manutention, de stockage dans les dépôts des ports et de transport des produits jusqu'à destination. Les informations recueillies lors de cette visite devrait faire l'objet d'un échange de vues entre les opérateurs économiques du secteur pétrolier et les responsables de la politique énergétique dans les trois pays membres de la CEPGL.

Etape c): estimation de l'évolution de la demande en produits pétroliers sur base de la tendance actuelle

11. Grâce au projet de "Banque Communautaire de Données Energétiques", l'EGL dispose de statistiques relativement fiables sur les consommations des trois pays en produits pétroliers pour un certain nombre d'années (traitement sur ordinateur). Il serait possible, par extrapolation, d'estimer la demande prévisible pour les dix-quinze ans à venir.
12. Beaucoup de facteurs, aussi bien internes qu'externes peuvent fausser ces prévisions notamment le caractère incertain et volatil du marché pétrolier et la conjoncture économique peu favorable prévalant dans les trois pays. Cependant, des ajustements seront toujours possibles chaque fois qu'un écart

trop important s'établira entre les prévisions présentées dans cette étude et la demande réelle à un moment donné.

Etape d): revue des actions et mesures susceptibles de générer une réduction de cette demande en produits pétroliers

13. Ces actions et mesures peuvent se présenter sous deux volets, à savoir: i) des mesures d'économie et d'utilisation rationnelle de l'énergie qui ont déjà fait leur preuve dans les pays développés; et, ii) des mesures de substitution des produits pétroliers par d'autres sources/formes d'énergie. Des audits énergétiques ont été réalisés par l'EGL pour une quarantaine d'industries de la sous-région et des actions de suivi ont été entreprises pour quelques unes d'entre elles.
14. C'est notamment le cas des brasseries qui ont opté pour la substitution de chaudières électriques aux chaudières au fuel oil (Burundi et Zaïre) avec la possibilité de fonctionnement en bi-énergie. D'autre part, l'EGL a fait mener des essais pour l'utilisation du gaz méthane comprimé pour la propulsion automobile essentiellement sur des voitures et des véhicules légers; toutefois, malgré des résultats encourageants l'expérimentation n'a pas pu être poursuivie pour avoir un impact significatif dans le secteur des transports de la sous-région.
15. Le secteur des transports étant le plus gros consommateur de produits pétroliers, des économies d'énergie peuvent être réalisées grâce à certaines actions, comme la formation des chauffeurs à la conduite dite "économique", l'établissement de normes de consommation de carburant pour les véhicules neufs, l'instauration du contrôle technique pour tous les véhicules, l'aménagement des horaires de travail et le regroupement des immeubles à usage de bureaux pour réduire la demande de transport,...

Etape e): présentation d'une synthèse de la stratégie proposée pour un approvisionnement fiable et aux moindres coûts de la sous-région en produits pétroliers

16. Le diagnostic réalisé au cours de la première phase de l'étude aura permis d'identifier les problèmes et les contraintes qui entravent l'approvisionnement de la sous-région des Grands Lacs en produits pétroliers. La visite des ports et pays de transit effectuée au cours de la deuxième étape et les discussions tenues avec les partenaires opérant dans ces pays aura permis d'affiner les différents scénarios possibles et les coûts correspondants.
17. Les mesures d'économie d'énergie et de substitution des produits pétroliers par d'autres sources/formes d'énergie devraient avoir un impact limité sur l'évolution de la demande compte tenu des faibles quantités consommées dans la sous-

région.

18. C'est pourquoi, lors de cette dernière étape, il faudra faire des propositions concrètes concernant la stratégie retenue et le calendrier de sa mise en place. Il faudra, entre autres, examiner les avantages liés à l'harmonisation des procédures et au regroupement des commandes, qui exigeront la mise en place préalable de mécanismes de coordination et de compensation entre les partenaires des trois pays.

III. RAPPORTS A PRODUIRE

19. Etant donné que le but de l'étude est de dégager une stratégie pour un approvisionnement fiable et aux moindres coûts de la sous-région des Grands Lacs en produits pétroliers (spécialement l'Est du Zaïre, le Rwanda et le Burundi), les rapports à produire devraient porter sur:
 - a) les problèmes/contraintes entravant un approvisionnement fiable et aux moindres coûts de la sous-région et l'approche envisagée pour y faire face (étape a et étape b);
 - b) l'évolution de la demande en produits pétroliers à court et moyen termes de la sous-région et l'incidence/impact des mesures d'économie d'énergie et d'utilisation rationnelle de l'énergie sur cette demande (étape c et étape d)
 - c) un rapport intégrant les rapports intermédiaires ci-dessus et faisant la synthèse de la stratégie pour un approvisionnement fiable et aux moindres coûts de la sous-région des Grands Lacs en produits pétroliers (étape e).
20. Le scénario retenu fera l'objet de discussions avant d'être adopté lors d'un séminaire régional d'économie pétrolière qui regroupera les opérateurs économiques et les responsables politiques dans le secteur pétrolier en provenance des pays membres de la CEPGL et des pays de transit; à savoir le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie.

IV. ESTIMATION DES COÛTS

21. L'ensemble des prestations relatives à cette étude devraient exiger six hommes-mois, y compris la préparation et l'animation du séminaire régional d'économie pétrolière. Le coût de l'étude est estimé à 100.000 dollars E-U pour couvrir les frais relatifs aux honoraires du consultant, à ses indemnités de subsistance, à ses missions à l'intérieur des pays membres de la CEPGL, à la visite des pays et ports de transit en compagnie d'un expert de l'EGL, et enfin, à la préparation et à l'animation d'un séminaire régional d'économie pétrolière destiné aux opérateurs économiques et responsables politiques du secteur pétrolier de la sous-région.